



TABC hausse le ton, contre les banques, la BCT, l'État

Le manque de moyens de financement pour développer l'investissement et l'exportation sur le marché africain constitue l'obstacle majeur entravant le positionnement des investisseurs sur ce marché, devenu l'une des économies les plus dynamiques dans le monde, a avancé, dans une déclaration à l'agence TAP, le secrétaire général du Conseil d'Affaires tuniso-africain (TABC), Anis Jaziri. L'absence de ces moyens est expliquée, selon lui, par la réticence des banques tunisiennes à aller sur le marché africain par crainte des risques potentiels alors que le rôle des institutions financières est de partager les risques avec les hommes d'affaires et de présenter les spécificités du marché africain aux investisseurs et opérateurs économiques, à l'instar de ce que font les banques marocaines. Il a fait observer l'absence totale des banques tunisiennes sur les marchés africains, à l'exception de la Société tunisienne des banques (STB), qui dispose de deux filières au Niger et au Bénin, lesquels jouent un rôle important dans le financement et l'encadrement des investisseurs tunisiens afin de renforcer leur positionnement sur le continent africain.*

Le secrétaire général du TABC a noté que les banques tunisiennes ont réalisé des résultats financiers positifs et une croissance soutenue du produit net bancaire à un moment où l'économie nationale passe par une grave crise, de sorte que ces institutions ont oublié leur rôle fondamental dans le financement de l'économie et ont axé leurs activités sur l'emprunt à l'Etat des prêts à des taux d'intérêt élevés. Par ailleurs, Jaziri a appelé la Banque centrale de Tunisie (BCT) à réviser le code de change afin qu'il réponde aux attentes des investisseurs en Afrique notamment, pour le financement de leur commerce et le transfert de leur argent. Il s'est, par ailleurs, inquiété du fait que l'Etat fournit des ressources en devises pour l'importation de produits d'une part, alors qu'il ne les fournit pas pour développer le commerce et investir dans les pays africains qui constitueront, à leur tour, une source de devises pour le pays.

D'après Jaziri, les clés de l'accès au marché africain reposent sur l'audace d'agir et la volonté politique nécessaire, considérant que la politique tunisienne vis-à-vis de l'Afrique, un nouveau marché potentiel caractérisé par un nombre important de consommateurs, ne réussit qu'à travers le financement. Le Conseil des Affaires tuniso-africain œuvre à booster l'activité des banques sur le marché africain en leur créant un climat de compétition entre elles, les institutions financières internationales et les fonds de garantie (Banque africaine pour l'import-export et l'Agence multilatérale de garantie des investissements), lesquels devaient être un trait d'union entre les investisseurs tunisiens et étrangers pour financer leurs projets en Afrique. Il a cité, à ce titre d'exemple, la Banque africaine d'import-export qui a décidé de mettre en place une ligne de financement du commerce et de l'exportation d'une valeur de 800 millions de dollars dont 500 millions de dollars pour le financement direct des moyennes et petites entreprises (PME) en Afrique et 300 millions de dollars au profit des banques tunisiennes devant financer des entreprises.

Le SG de TABC a estimé qu'étant concurrencées par les banques internationales, les banques tunisiennes seront incitées à financer l'investissement en Afrique et à jouer leur rôle en tant qu'outils de contrôle et d'accompagnement des investisseurs.



La deuxième édition du Forum de "l'investissement et du commerce en Afrique FITA 2019", organisée par le TABC les 5 et 6 février 2019, à Tunis et visant à financer 100 dossiers d'investissement, a enregistré la participation de 100 entreprises de financement et fonds internationaux d'investissement, outre l'organisation de 2000 rencontres entre des entreprises tunisiennes et des bailleurs de fonds internationaux.

La première édition du Forum "FITA 2018" a donné lieu au financement de 30 entreprises tunisiennes opérant dans les secteurs des industries agroalimentaires, les industries manufacturière et mécaniques, l'enseignement supérieur, la formation professionnelle et notamment les industries pharmaceutiques.

Source : African Manager